1600 scientifiques ont signé la Déclaration mondiale sur le climat : il n’y a pas d’urgence climatique

écrit par Juvénal de Lyon | 13 octobre 2023

Le GIEC, combien de divisions ? Déclaration mondiale sur le climat, le consensus scientifique battu en brèche.

« Il n'y a pas d'urgence climatique ». **Depuis la mi-août, la Déclaration mondiale sur le climat, signée par plus de 1.600 scientifiques fait parler d'elle**. À l'heure où s'étend la censure contre les voix qui expriment un doute, voire remettent en cause l'origine anthropique du réchauffement de la planète, cette initiative vient avant tout rappeler que le monde scientifique ne s'accorde pas dans son ensemble à affirmer l'imminence d'une catastrophe écologique.

On peut débattre de tout sauf du climat. C'est en substance le mot d'ordre du récent projet de loi relatif à la « responsabilité des médias » dans le traitement des enjeux environnementaux, dont l'IREF a décrit les tenants et les aboutissants. Purger le climatoscepticisme (1) de l'ensemble du paysage audiovisuel et numérique, ce serait protéger le « consensus scientifique » sur l'origine anthropique du réchauffement de la planète, qu'il faut à tout prix sauver. La Déclaration mondiale sur le climat entend précisément

démontrer l'inanité de cet argument sur l'unanimité de la science autour de l'imminence de la catastrophe ; argument martelé *ad nauseam* en France, en Europe, en Amérique pour verrouiller le débat public.

L'alarmisme écologiste se base sur des modèles climatiques chancelants

Lauréats du prix Nobel, météorologues ou encore physiciens théoriciens figurent sur la liste des 1.609 scientifiques et spécialistes du climat signataires de ce document. « *La science du climat devrait être moins politique, tandis que les politiques climatiques devraient être plus scientifiques* », affirment en préambule les professionnels, qui déplorent un débat éloigné des preuves empiriques. Et de poursuivre : « *Les scientifiques devraient ouvertement adresser les incertitudes et les exagérations dans leurs prévisions sur le réchauffement climatique, tandis que les politiciens devraient évaluer objectivement les coûts réels ainsi que les avantages imaginaires de leurs mesures politiques* ».

Dans ce texte, plusieurs points oubliés ou occultés du débat médiatique et politique sont rappelés, à commencer par cette évidence : le climat de la Terre varie depuis que la planète existe, avec des phases naturellement plus froides et d'autres plus chaudes.

Le petit âge glaciaire ayant pris fin en 1850, il n'est pas surprenant de passer par une période de réchauffement. En outre, cette augmentation de la température demeure bien en-deçà des projections du GIEC, dont les erreurs démontrent l'inadéquation des modèles utilisés pour déterminer les politiques climatiques : « *Non seulement ils exagèrent les conséquences des gaz à effet de serre, mais ils ignorent aussi le fait qu'enrichir l'atmosphère avec du CO2 est bénéfique* », par exemple en favorisant la croissance de la biomasse végétale mondiale ou bien le rendement agricole,

expliquent ces scientifiques.

Par ailleurs, s'il n'existe aucune preuve statistique que le réchauffement climatique intensifie ou rend plus fréquents les ouragans, les inondations, les sécheresses et autres catastrophes naturelles, les mesures pour réduire les émissions de carbone sont, elles, nuisibles et coûteuses. De quoi inciter les signataires à s'opposer à l'objectif zéro émission nette de CO2 d'ici 2050 : « *Il n'y a pas d'urgence climatique. Par conséquent, il n'y a pas lieu de paniquer et s'alarmer* ».

La science du climat est corrompue

Parmi les signataires emblématiques de cette déclaration, John Clauser, prix Nobel de physique 2022 récompensé pour ses travaux en mécanique quantique. Selon lui, le discours sur le changement climatique reflète « *une dangereuse corruption de la science qui menace l'économie mondiale et le bien-être de milliards de personnes* », *et le GIEC représente l'une des « pires sources de désinformation »*.

Comme l'a déjà rapporté l'IREF, les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines ne sont en effet responsables que d'une faible partie de l'augmentation du CO2 de l'atmosphère et son réchauffement prend principalement sa source dans des causes naturelles, la hausse du dioxyde de carbone ne jouant qu'un rôle marginal.

Cette certitude prouvée ne figure pas dans le rapport du GIEC, puisque sa mission tient à l'étude du « réchauffement climatique d'origine humaine », dont il a fait son hypothèse principale. Une théorie pourtant fragile. L'Académie française des sciences l'affirmait en 2015 : « *La science du climat est encore pleine d'incertitudes et il faudra poursuivre les observations sur plusieurs décennies pour comprendre l'origine des fluctuations de la température* ».

Les scientifiques tous d'accord : vraiment ?

Prudence est mère de sûreté : rappelons qu'au fil des décennies, les théories alarmistes des écologistes, les avertissements sur le refroidissement climatique, le rapport *Halte à la coissance !* sur la fin du monde, publié en 1972, se sont toutes révélées erronées. Déjà, en 2009, l'Iref rendait compte d'un livre fustigeant le « totalitarisme écologiste »…

Malgré cet historique de prédictions inexactes, certains médias n'ont pas manqué de dénoncer la remise en cause d'un consensus scientifique prétendument incontestable, incarnée par cette Déclaration mondiale sur le climat. Par exemple, *Libération* écrit : « *Cette initiative veut démontrer qu'il n'existe pas de « consensus scientifique » sur ces questions. Or, différentes méta-analyses prouvent le parfait contraire. Ainsi, une première analyse datant de 2016 soulignait que 97 % des études sur le sujet concluent à la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement climatique*. »

Il s'agit là d'une formulation fallacieuse, maintes fois démontée. Si la plupart des scientifiques sont d'accord pour affirmer que les émissions humaines de CO2 jouent un rôle dans le réchauffement de la planète, ils n'ont, en revanche, jamais soutenu qu'elles en sont un facteur majeur, et encore moins la cause d'une catastrophe climatique à venir.

Ensuite, il convient de rappeler que cette étude a été réalisée par le bloggeur australien John Cook. En 2013, lui et ses amis ont passé en revue les résumés introductifs de 11,944 articles scientifiques pour parvenir à la conclusion selon laquelle 97% des scientifiques s'accordent sur la responsabilité de l'homme dans le réchauffement climatique actuel. Mais comme l'expliquent dans le *Wall Street Journal* le Dr Roy Spencer, météorologue, et Joseph Bast, président du Heartland Institute, une étude publiée dans la

revue scientifique *Science & Education* a révélé que seuls 0,3%, et non 97%, de l'ensemble des 11.944 résumés introductifs de ces papiers soutenaient expressément cette thèse sur l'origine anthropique prépondérante dans le réchauffement de la planète.

La mention de ces faits pourrait bien être censurée dans un futur proche. Exercer son esprit critique sur le dogme climatique vaut déjà d'être traité de « négationniste », sans qu'il soit pour autant interdit de douter de la réalité des 100 millions de morts du communisme, bien avérée. Cette judiciarisation du débat public réclamée en premier lieu par les proches héritiers de cette idéologie doit donc inquiéter. Bien des écologistes accusent le capitalisme d'être responsable du dérèglement climatique. Aussi, il n'est pas impossible d'imaginer demain la défense de la liberté économique assimilée à un climatoscepticisme qui ne dit pas son nom.

source : https://fr.irefeurope.org/publications/articles/article/declaration-mondiale-sur-le-climat-le-consensus-scientifique-battu-en-breche/

(1) BIENTÔT UNE NOUVELLE LOI POUR MUSELER LE CLIMATO-SCEPTICISME DANS LES MÉDIAS ?

https://fr.irefeurope.org/featured/article/bientot-une-nouvelle-loi-pour-museler-le-climatoscepticisme-dans-les-medias/